



Kaboul (Afghanistan), hier. Des combattants talibans montent la garde devant le ministère de l'Intérieur, désormais sous leur contrôle.

PORTRAIT | Qui est le mollah Baradar, nouveau visage des talibans ?



Abdul Ghani Baradar a grandi à Kandahar, berceau des talibans.

OLIVIA VILLAMY

IL EST L'UN DES PREMIERS à avoir pris le chemin du retour. Tandis que des milliers de civils afghans tentent de fuir le pays, le mollah Baradar se réinstalle chez lui, après vingt ans d'exil. Dans son sillage, d'autres talibans rallient le pays pour peser sur la période de négociation qui s'ouvre.

Une période trouble, au cours de laquelle, les arcanes de la mouvance islamiste pourraient se révéler au grand jour. « C'est une nébuleuse. On a mis deux ans à apprendre la mort du mollah Omar, le fondateur », concède Jean-Pierre Perrin, correspondant de guerre et écrivain. Les talibans d'aujourd'hui ne sont cependant plus ceux d'hier. L'idéologie n'a pas bougé d'un pouce mais « au niveau de la diplomatie, c'est le jour et la nuit », affirme Romain Malejacq, professeur de sciences politiques.

Pour conquérir le pouvoir, les talibans savent désormais qu'ils doivent faire preuve de plus de transparence. Si le mollah Omar, avec qui il a combattu après l'invasion des Soviétiques en 1979 et avec qui il a cofondé le mouvement au début des années 1990, est toujours resté dans l'ombre, le mollah Baradar, à l'inverse, est ainsi devenu un visage public.

Dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux, il s'exprime avec beaucoup de retenue sur la victoire de son mouvement islamiste. « Nous avons remporté une victoire que nous n'attendions pas. Nous devons faire preuve d'humilité face à Allah », déclare-t-il face caméra. Une modestie à contre-courant au sein de la mouvance et qui fait sa marque de fabrique. « Il est réputé pour être relativement doux, assez poli. Il n'est pas farouche comme d'autres talibans », explique Karim

Pakzad, chercheur à l'Iris et spécialiste de l'Afghanistan. Originaire de la tribu Popalzai, il a grandi à Kandahar, ville du sud de l'Afghanistan et berceau des talibans. Une tribu davantage rompue aux relations internationales et dont est également issu l'ancien président Hamid Karzai.

« C'est un pragmatique, il veut le pouvoir »

« Là-bas, ils sont réputés pour être de grands négociants », raconte un habitant de Kaboul qui préfère garder l'anonymat. Un goût pour la négociation qui lui vaudra huit ans de prison, dans les geôles de Karachi, au Pakistan. En 2009, il entame des négociations secrètes avec le gouvernement afghan d'Hamid Karzai, une initiative pas du goût des Pakistanais qui soutiennent alors les talibans et l'arrêtent à Karachi. Libéré en 2018, à la demande des États-Unis, il est nommé chef du bureau politique des talibans à Doha, au Qatar. C'est lui qui signe les accords historiques de Doha qui marquent le retrait des troupes américaines.

« C'est un pragmatique, il veut le pouvoir, analyse Karim Pakzad. Pour le moment, Abdul Ghani Baradar table sur un « gouvernement inclusif ». « Il commence à consulter les différents partis », complète le chercheur. « Ils sont à la recherche d'une reconnaissance internationale, ils sont prêts à faire quelques concessions », conclut Karim Pakzad.

Reste tout de même une question fondamentale à laquelle les spécialistes peinent à répondre : quel est le pouvoir réel de Baradar ? « Avec les talibans, les hommes qui apparaissent sur le devant de la scène sont rarement ceux qui dirigent », note-t-il ainsi. La gouvernance des talibans est d'ailleurs collégiale et inclut différentes sensibilités. Depuis 2016, un triumvirat a même été nommé pour les gouverner, composé de Haibatullah Akhundzada, un théologien nommé leader suprême, de Sirajuddin Haqqani, chef d'un puissant réseau de combattants portant son nom, proche du Pakistan, ainsi que du mollah Mohammad Yaqoub, fils du mollah Omar, jugé trop jeune au moment de sa mort pour prendre sa relève. « L'épreuve du pouvoir pourrait en tout cas faire émerger des dissensions », prédit déjà Romain Malejacq.



Il est réputé pour être relativement doux, assez poli. Il n'est pas farouche comme d'autres talibans.

KARIM PAKZAD, CHERCHEUR À L'IRIS ET SPÉCIALISTE DE L'AFGHANISTAN

RENSEIGNEMENT | La France face à l'incertitude

VINCENT GAUTRONNEAU

REDOUTÉE depuis plusieurs mois par les spécialistes, la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan ouvre la porte à plusieurs inconnues. La situation est scrutée de très près par la DGSE et la DGSI.

■ Le spectre d'Al-Qaïda derrière les talibans

Depuis début juillet, une « attention particulière » était portée au pays, promettait un pont de renseignement. Un mois plus tard, Kaboul est tombé aux mains des talibans et le flou demeure quant aux conséquences pour la sécurité de la France. Dans l'immédiat, les talibans semblent avoir retenu les leçons des relations incestueuses avec Al-Qaïda qui ont causé leur perte à la suite du 11 septembre 2001. De retour au pouvoir, ils démentent tout lien avec l'organisation terroriste et ne se montrent pas menaçants avec l'Europe ou les États-Unis. Mais « le risque de voir ses bases arrière renaître en Afghanistan existe et est scruté de très près, souligne une source sécuritaire. Le danger majeur pour la France n'est pas que les talibans frappent l'Europe, mais qu'ils laissent Al-Qaïda

refaire de l'Afghanistan un foyer du terrorisme dont la France serait la cible ». Longtemps obsédé par les États-Unis, son ennemi historique, Al-Qaïda a publié le 15 juillet une vidéo véhémente contre la France. Le pays y est décrit comme une « tête de pont de la prétendue guerre de l'Occident contre l'islam », alertait le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, dans un télégramme transmis le 21 juillet à tous les préfets.

■ Des terroristes parmi les exilés ?

Emmanuel Macron l'a promis, lundi soir : la France va accueillir des réfugiés afghans. Si des conventions devraient être passées avec la Turquie, l'Iran ou le Pakistan pour accueillir le gros des réfugiés, des arrivées plus ou moins organisées sont aussi à attendre sur le territoire. Un flot de réfugiés qui met les services de renseignement en alerte. « Il y a toujours un risque d'avoir des gens animés de mauvaises intentions qui s'infiltreront parmi les réfugiés, note une source sécuritaire. Les talibans n'ont pas d'intérêt à projeter des terroristes en Europe, mais Al-Qaïda qui a des hommes en Afghanistan, si. » Si les services secrets

scrutent avec attention le pays depuis plusieurs mois, ils ne peuvent pas bénéficier d'un « criblage » très précis ni d'informations fiables à 100 % sur le passé de tous les exilés.

■ Nouvel eldorado pour les djihadistes français ?

C'est une question qui taraude les services de renseignement : des Français vont-ils vouloir rejoindre l'Afghanistan comme certains ont rejoint l'Irak ou la Syrie lors de l'arrivée de l'État islamique ? Ces dernières années, seuls deux couples identifiés par les services de renseignement auraient rejoint l'Afghanistan. Mohamed Merah, le terroriste de Toulouse, avait lui aussi séjourné dans le pays en 2010. À l'apogée d'Al-Qaïda, peu avant le 11 septembre 2001, près de 90 combattants français étaient localisés sur place. « Le pays avait perdu son attractivité après la chute des talibans, mais on ne peut pas exclure que des Français veuillent désormais partir pour combattre à leurs côtés », souligne un haut fonctionnaire. Mais, contrairement au groupe État islamique en son temps, les talibans n'ont livré aucun appel aux musulmans du monde entier pour venir grossir leurs rangs.

Frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, hier. Les mouvements de population vont être scrutés de près par les autorités françaises.



TALIBAN HANDBOUT